

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 17 mars 2026

Je suis trop mal pour rajouter un mot, je dois me reposer, je n'ai dormi que 4 heures la nuit dernière, et encore.

Il est minuit dans le siècle

J-C – Quelle époque merveilleuse avec la banalisation du régime de la terreur, de l'extrême violence, de la guerre permanente ou sans fin, de la cruauté ou du sadisme, de la barbarie, du fascisme ou du nazisme !

Avez-vous remarqué que même à l'extrême gauche ils mettent des gants avant de l'évoquer. Ils évitent d'utiliser ces expressions ou caractérisations un peu trop précises, accablantes et compromettantes pour ces régimes, leurs complices ou ceux qui collaborent avec.

Lu.

- Le secrétaire à la Défense des États-Unis – un ancien présentateur de Fox News, rappelons-le, qui dirige maintenant le Pentagone – s'est tenu à la tribune de la salle de presse et a prononcé des propos qui auraient dû mettre fin à des carrières, déclencher des auditions au Congrès et faire la une de tous les journaux occidentaux.

Pete Hegseth, en réaction à un reportage de CNN selon lequel l'administration Trump avait sous-estimé la capacité de l'Iran à fermer le détroit d'Ormuz, a déclaré depuis la tribune du Pentagone : *«Plus tôt David Ellison prendra la direction de cette chaîne, mieux ce sera»*. Il a ensuite appelé à une «presse patriotique», suggérant qu'une banderole proclamant *«La guerre au Moyen-Orient s'intensifie»* devrait plutôt afficher *«L'Iran est de plus en plus désespéré»*.

David Ellison est le PDG de Paramount Skydance et le fils de Larry Ellison, le milliardaire cofondateur d'Oracle et allié de Trump. Son entreprise a conclu un accord de 111 milliards de dollars pour acquérir Warner Bros. Discovery, la société mère de CNN. Chez CBS News, qu'Ellison contrôle déjà, il a nommé Bari Weiss rédactrice en chef – une décision qui a incité un producteur de CBS sur le départ à avertir que les reportages étaient désormais *«évalués non seulement sur leur mérite journalistique, mais aussi sur leur conformité à des attentes idéologiques en constante évolution»*.

Analysons ce qui s'est passé. Le secrétaire à la Guerre, depuis le Pentagone – le centre névralgique de l'armée la plus puissante de l'histoire – a publiquement exprimé son désir qu'un allié politique prenne le contrôle d'une chaîne d'information afin que sa couverture de la guerre génocidaire

illégale qu'il mène soit plus favorable. Il ne s'agit pas d'un sous-texte. Il n'y a pas d'interprétation cachée. Comme l'a rapporté Common Dreams, l'ancien présentateur de CNN, Jim Acosta, a simplement répondu : *«Hegseth veut des médias d'État»*.

Le même jour, le président de la FCC, Brendan Carr, a menacé de retirer les licences des chaînes de télévision et de radio qui couvraient de manière critique la guerre, les sommant de *«rectifier le tir avant le renouvellement de leurs licences»*. L'administration qui qualifie les Iraniens de «rats» et de «dérangés» déclare désormais ouvertement aux journalistes américains : couvrez notre guerre comme nous le souhaitons, sinon nous vous ferons taire.

Et c'est là, à la confluence de ces événements – le chef du Pentagone se félicitant de la mainmise des entreprises sur une chaîne d'information, l'autorité de régulation de l'audiovisuel menaçant de retirer les licences à des journalistes critiques, la banalisation d'une guerre qui a coûté la vie à des enfants – que nous arrivons à ce qu'il faut nommer. Il ne s'agit pas d'un échec de la liberté de la presse. Il s'agit du succès d'un environnement informationnel contrôlé. Cette distinction est fondamentale.

Lu.

Ce qui se passe dans les rédactions américaines n'est que le symptôme le plus visible d'un problème mondial. Le monopole occidental sur l'information n'est pas un simple phénomène national ; c'est une forme d'impérialisme médiatique qui façonne la manière dont des milliards de personnes à travers le monde perçoivent la réalité. Les spécialistes de la communication mondiale ont démontré comment un petit nombre de pays dominants contrôlent les principaux réseaux de communication, les industries médiatiques et la circulation de l'information au-delà des frontières, et comment ce déséquilibre de pouvoir persiste depuis l'époque coloniale.

Dans les années 1970, les nations postcoloniales ont pris conscience de cette asymétrie et ont fait pression, par le biais de l'UNESCO, pour la mise en place de ce qu'elles appelaient un *«Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC)»*. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont réagi en se retirant de l'UNESCO, arguant que toute tentative d'équilibrer les flux d'information équivalait à de la censure. Le message était clair : la *«libre circulation»* de l'information signifie que l'information circule selon nos propres conditions et dans notre propre direction.

En 2015, Dal Yong Jin a étendu cette analyse à ce qu'il a nommé «impérialisme des plateformes» : la relation asymétrique créée par la domination des entreprises américaines d'Internet et des médias sociaux telles que Google, Apple et Facebook (désormais Meta). Une poignée de sociétés occidentales possèdent et exploitent les principales plateformes numériques mondiales, tandis que la majorité des pays non occidentaux sont réduits au statut d'utilisateurs – consommateurs d'une architecture de l'information qu'ils n'ont pas construite, qu'ils ne contrôlent pas et qu'ils ne peuvent pas réformer.

C'est pourquoi les interdictions sur TikTok, la démonétisation des chaînes YouTube et la censure ou l'amplification algorithmique des comptes utilisateurs sur X ont une portée qui dépasse largement le cadre des manœuvres commerciales d'un conflit commercial. Comme l'ont observé les analystes, il s'agit *«en substance d'une lutte pour la domination du discours public, le contrôle des récits et l'influence sur les médias»*. Lorsqu'une plateforme émerge hors du contrôle de l'Occident

– une plateforme où les voix palestiniennes, iraniennes et des pays du Sud peuvent s’exprimer librement –, la machine de répression se met en marche avec une rapidité surprenante.

L’économiste Branko Milanovic a retracé l’histoire de cette dynamique, soulignant que les médias anglo-américains mondiaux ont été capables de «contrôler, dans de nombreux cas, totalement, les récits politiques», influençant non seulement la perception qu’ont les citoyens d’un pays d’un autre, mais aussi «*le discours interne*» à ces pays. La panique dite des «*fausses nouvelles*», affirmait-il, est en réalité la réaction paniquée de l’establishment occidental face à l’érosion d’un monopole qu’il a détenu quasiment sans partage de 1945 à l’avènement d’~~Al-Jazeera~~ et d’Internet.

Guerre et révolution. Le maillon faible du capitalisme : L’Europe.

Quand la guerre en Iran provoque un choc énergétique que l’Europe ne peut absorber – RT 16 mars 2026

L’économie européenne est dans la tourmente au moment même où elle espérait accélérer sa croissance en 2026 après une longue stagnation. La situation peu enviable de l’Europe est due au choc énergétique causé par le conflit qui fait rage actuellement au Moyen-Orient, a rapporté le quotidien économique américain The Wall Street Journal.

Une forte hausse des prix de l’énergie fait planer le spectre de la désindustrialisation en Europe, particulièrement dans des secteurs énergivores comme l’industrie chimique, où certaines entreprises ferment des usines pour délocaliser leur production en Chine ou aux États-Unis.

Dans le secteur agricole, cette hausse des coûts pourrait peser directement sur les agriculteurs en renchérissant le prix des intrants, notamment le diesel et les engrais, dont la fabrication repose largement sur le gaz naturel comme matière première, érodant ainsi des marges déjà faibles.

Après les tarifs douaniers, l’escalade du conflit en Iran constitue désormais le tout dernier coup dur porté par la politique du président américain Donald Trump contre l’économie européenne, qui est lourdement dépendante du commerce international, dans la mesure où elle ne dispose que de peu de ressources naturelles. (Vous retrouvez là un des éléments essentiels de mon analyse politique. – J-C)

Dans la zone euro, la valeur du commerce extérieur représente près de la moitié du PIB annuel du bloc, contre environ 35 % pour la Chine et 25 % pour les États-Unis, explique The Wall Street Journal.

Une analyse de Goldman Sachs estime que le Royaume-Uni, importateur net de produits alimentaires et d’énergie, pourrait être parmi les pays les plus durement touchés par la crise actuelle au Moyen-Orient.

De l’autre côté de la Manche, la situation française n’est guère meilleure. La dette publique atteint 3 480 milliards d’euros au troisième trimestre 2025, tandis que le déficit budgétaire est estimé à 5,4 % du PIB. Selon l’OCDE, la France a mis en place des mesures de soutien énergétique d’une valeur d’environ 105 milliards d’euros entre 2022 et 2023 juste après le déclenchement du conflit en Ukraine. Aujourd’hui, ce type de largesses de la part du gouvernement serait probablement inenvisageable. RT 16 mars 2026

J-C - L'axe de la lutte de classe du prolétariat doit donc combiner revendications sociales et politiques contre le capitalisme et l'Etat, les institutions de la Ve République dans la perspective du socialisme, stratégie politique abandonnée par tous les partis du mouvement ouvrier gérant la société en copropriété avec les capitalistes et leurs représentants officiels.

Iran.

En Images.

Une nouvelle vidéo de Netanyahu prouve que c'est faux - Tasnim 16 mars 2026

Le bureau de Netanyahu a publié une vidéo du Premier ministre israélien il y a quelques heures pour nier les rumeurs sur son sort. La dernière vidéo était censée rejeter les spéculations sur sa mort ou sa blessure, puisque la dernière vidéo précédente a été immédiatement prouvée générée par l'intelligence artificielle.

Les spéculations se sont multipliées en hébreu et en anglais concernant la mort ou les blessures possibles de Netanyahu dans les attaques de missiles lancées par l'Iran. La vidéo de lui générée par l'IA a alimenté les spéculations.

Maintenant, la vidéo la plus récente qui était censée dissiper les soupçons a soulevé plus de questions elle-même, car elle s'est avérée avoir été générée par l'intelligence artificielle.

Les internautes se demandent si Netanyahu est mort, se cache dans un abri top-secret, ou ont simplement victimisé les habitants des territoires occupés et les forces militaires américaines au milieu d'une guerre absurde qu'il a menée.

Un signe clair que la dernière vidéo est générée par l'IA est que la tasse de café est remplie à ras bord, mais pas une seule goutte n'est versée pendant que la tasse est inclinée ou se déplace rapidement, pas plus que le café n'est réduit à mesure que Netanyahu le sirote.

Un autre signe est un changement dans l'apparence de Netanyahu dans la vidéo, en particulier lorsque son visage est vu de profil. Une comparaison de son visage sous cet angle avec ses vraies photos révèle que la vidéo est fausse.

Les derniers développements.

- L'Iran vise Tel Aviv et des sites militaires israéliens lors d'une nouvelle vague de frappes

Le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) a annoncé une 55e vague de frappes contre Israël, visant Tel Aviv, l'aéroport Ben-Gourion, des installations de production de l'entreprise Israel Aerospace Industries, ainsi que des centres liés à l'approvisionnement aérien en carburant.

- Starmer refuse d'envoyer des navires à Ormuz, Trump durcit encore la pression sur ses alliés

Le Premier ministre britannique Keir Starmer refuse d'envoyer des navires de guerre pour contribuer au rétablissement de la navigation dans le détroit d'Ormuz, malgré la demande de Donald Trump. Les journaux britanniques estiment que ce refus pourrait encore tendre les relations entre les deux dirigeants, déjà fragilisées par les reproches américains à Londres après les premières frappes contre l'Iran. En revanche, l'envoi de drones de déminage reste à l'étude au Royaume-Uni, une option que le ministre de l'Énergie Ed Miliband a confirmé être à l'examen.

Dans le même temps, Donald Trump a averti que l'OTAN pourrait connaître un « très mauvais avenir » si ses membres refusaient d'aider les États-Unis à rouvrir le détroit. Il appelle d'autres pays dépendants d'Ormuz pour leurs approvisionnements énergétiques à contribuer à l'effort. À ce stade, la France, l'Australie et le Japon ont refusé de participer, le Royaume-Uni reste réticent, et la Chine rejette toute implication militaire.

- Pezechkian réaffirme à Macron que l'Iran « n'a pas déclenché la guerre »

Lors d'un échange avec Emmanuel Macron, le président iranien Massoud Pezechkian a affirmé que l'Iran « *n'a pas commencé cette guerre brutale* ». Dans une série de messages publiés sur X, il affirme que Téhéran exerce son « *droit naturel à la défense face à une invasion* ».

Pezechkian dénonce également l'utilisation de bases américaines dans la région contre l'Iran, estimant que ces actions visent à perturber les relations de Téhéran avec les pays voisins. Le président iranien assure que la République islamique « *ne se soumettra pas aux intimidations* » et appelle la communauté internationale à condamner « *l'agression* » et à contraindre les agresseurs à respecter le droit international. Selon lui, évoquer une fin de la guerre est « *dépourvu de sens* » tant que l'Iran n'aura pas la garantie que son territoire ne sera plus attaqué.

- L'UE refuse d'envoyer des navires dans le détroit d'Ormuz

Les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont refusé d'envoyer des navires militaires dans le détroit d'Ormuz, a déclaré la chef de la diplomatie européenne, Kaja Kallas. Selon elle, les États membres n'ont pas montré de volonté d'élargir à cette zone le mandat de la mission navale européenne Aspides, actuellement déployée en mer Rouge.

« *Ce n'est pas notre guerre* », a-t-elle affirmé à l'issue de la réunion des chefs de la diplomatie de l'UE. Kaja Kallas a cependant précisé que plusieurs États étaient favorables à un renforcement d'Aspides dans son périmètre actuel, mais pas à une extension de la mission vers Ormuz.

- La réouverture du détroit d'Ormuz conditionnée à un changement d'ordre économique

L'agence iranienne Tasnim a présenté les conditions préalables à une réouverture du détroit d'Ormuz. Parmi elles figurent la levée garantie des sanctions, la restitution des avoirs gelés de l'Iran et le développement des échanges commerciaux hors dollar.

Selon l'agence, cette approche s'inscrit dans une stratégie de réorientation économique et diplomatique appuyée sur un rapprochement avec les puissances asiatiques.

Tasnim affirme aussi que Téhéran vise, à terme, un nouvel ordre régional fondé sur la coopération économique et sécuritaire entre pays du Moyen-Orient, en dehors du cadre imposé par l'Occident.

- Téhéran accuse Washington et Israël d'avoir visé ses centrales électriques

Le ministère iranien des Affaires étrangères a accusé les États-Unis et Israël d'avoir frappé ce 16 mars des centrales électriques à Téhéran dans le but de priver la capitale de courant. Le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaï, a affirmé que ces installations avaient été visées pour tenter de provoquer une panne généralisée dans la ville. Selon lui, les équipes iraniennes sont toutefois parvenues à rétablir l'alimentation électrique en moins de deux heures malgré les dégâts causés par l'attaque. RT 16 mars 2026

- La marine du Corps des gardes de la révolution islamique (CGRI) a fait sauter lundi le dépôt de stockage de munitions de la base aérienne d'Al Dhafra de l'armée américaine. Tasnim 16 mars 2026

- Le Corps des gardes de la révolution islamique (CGRI) a lancé la 57e vague de l'opération True Promise 4 frappant des cibles stratégiques au plus profond des territoires occupés et une importante base aérienne américaine au Qatar.

La base d'Al Udeid sert de plaque tournante centrale pour les opérations du Commandement central américain dans la région et a été utilisée pour coordonner les attaques contre l'Iran et ses alliés tout au long de la guerre.

Simultanément, le CGRI a mené une frappe réussie contre la base aérienne d'Al Udeid au Qatar, qui accueille les forces terroristes américaines.

Lors d'une opération distincte quelques heures plus tôt, la marine du CGRI a exécuté un assaut combiné de missiles et de drones visant des hangars d'avions de chasse américains dans deux installations clés.

Les frappes ont réussi à détruire plusieurs hangars sur la base aérienne de Sheikh Isa à Bahreïn et la base aérienne d'Al Dhafra aux Émirats arabes unis à l'aide de missiles de croisière à haute explosion. presstv.ir 17 mars 2026

France.

En famille. L'illusion démocratique. Leur victoire n'est pas la nôtre.

Plus de 48,5 millions d'électeurs étaient appelés à voter.

L'abstention a atteint 42,96% (publicsenat.fr 16.03), en ajoutant les bulletins nuls et blancs on doit avoisiner 50%.

Pour autant, Jean-Luc Mélenchon salue une "*magnifique percée*" de La France insoumise. Tu parles : A Roubaix, où LFI a fait son meilleur score, son candidat est arrivé en tête avec 46,64% des 36,88% des votes exprimés (Une fois soustrait l'abstention, les votes nuls et blancs), soit 17,20%, quelle « *magnifique percée* » !

Malgré l'absence d'« *accord national* » entre le Parti socialiste et La France insoumise, plusieurs accords locaux ont été conclus afin de présenter des listes communes pour le scrutin de dimanche.

Aucune alliance n'a été conclue dans plusieurs grandes villes importantes, dont Paris, Marseille, Bordeaux, Rennes, Montpellier, Rouen ou Nancy, où les différentes listes ont décidé de se maintenir séparément. Ailleurs, en revanche, les négociations ont débouché sur des rapprochements parfois qualifiés de « *fusions techniques* », c'est-à-dire des listes communes sans engagement programmatique ni garantie de gouverner ensemble après l'élection.

A Toulouse, les candidats LFI et PS-Écologistes ont annoncé un accord électoral.

Dans un communiqué, l'équipe de la maire sortante (PS) de Nantes a indiqué que « *c'est une fusion démocratique (Avec LFI) qui se concrétise entre nos listes* ».

A Lyon, la liste du maire sortant Grégory Doucet, arrivée en tête du premier tour des municipales (37,36%), a annoncé, ce lundi 16 mars, une alliance avec La France Insoumise (10,41% des voix).

A Besançon, la maire sortante, Anne Vignot, candidate d'une alliance Ecologistes-PS-PCF a annoncé s'unir à la candidate LFI, Séverine Véziès.

A Paris, Emmanuel Grégoire (PS) arrivé en tête avec 12,5 points d'avance, a de son côté décliné la proposition de l'insoumise Sophia Chikirou arrivée en troisième position.

A Marseille également, le maire sortant Benoît Payan (DVG) a refusé la proposition de l'insoumis Sébastien Delogu arrivé quatrième, prenant ainsi le risque d'une quadrangulaire qui pourrait sourire à Franck Allisio (Rassemblement national). AFP et HuffPost 17 mars 2026

A Rennes pour le second tour dimanche, la candidate insoumise Marie Mesmeur accuse la maire socialiste sortante Nathalie Appéré (PS) d'avoir « bloqué l'union » AFP, HuffPost et 20minutes 17 mars 2026

Seulement un tiers des 34.875 communes avaient deux listes ou plus pour qui voter.

Le passage au bureau de vote relevait donc de la formalité.

Les habitants n'avaient pas un large choix : ne pas voter, voter blanc, ou bien voter pour l'unique liste qui se présentait pour remporter la mairie.

Depuis ce lundi matin, certaines municipalités n'ont plus de maire. Sur tout le territoire, on compte 68 communes, qui faute de candidat, se retrouvent sans maire, au lendemain du premier tour des élections municipales de ce dimanche 15 mars 2026. La presque totalité des communes sans élus comptent moins de 1.000 habitants. À l'exception de Fréland, un village du Haut-Rhin, qui en compte 1.288.

La victoire du premier coup. 33.305 maires ont été élus dimanche, à l'issue premier tour des élections municipales, a rapporté Ouest-France dimanche 15 mars. Si certains candidats de différents partis politiques vont devoir nouer des alliances pour tenter de gagner ces élections, d'autres maires ont obtenu la confiance de la majorité des habitants. BFMTV et HuffPost 17 mars 2026

La démocratie pour les nulles.

«Inculture générale» : quand les eurodéputés peinent à placer l'Iran sur une carte - RT 16 mars 2026

À un moment où la guerre israélo-américaine contre l'Iran entame sa troisième semaine, une séquence diffusée le 2 mars par l'émission Quotidien sur la chaîne TMC, est devenue virale sur les réseaux sociaux le week-end dernier. Et pour cause : certains eurodéputés interrogés dans les couloirs du Parlement européen à Strasbourg ont placé l'Iran en Bulgarie, en Turquie, en Afghanistan ou encore en Arabie saoudite sur une carte de cette partie orientale du monde.

Benjamin Haddad, ministre chargé de l'Europe, a évoqué le détroit d'Ormuz sans parvenir à indiquer précisément l'emplacement du pays. L'eurodéputée socialiste Emma Rafowicz a situé l'Iran en Bulgarie, tandis que l'élue Renaissance Fabienne Keller l'a placé en Turquie. L'écologiste Marie Toussaint, après une longue hésitation, a finalement désigné l'Afghanistan.

L'eurodéputé écologiste David Cormand, qui avait lui-même pointé l'Arabie saoudite, a relativisé ces erreurs : « *On n'a pas la science infuse. Il y a beaucoup de sujets sur lesquels on doit apprendre. On n'est pas des encyclopédies sur pattes. On fait ce qu'on peut pour être au courant des choses.* »

Ces preuves d'inculture ont provoqué une vague de réactions acerbes sur les réseaux sociaux, plusieurs internautes dénonçant une « *idocratie* » et s'indignant du niveau de culture géopolitique de responsables appelés à se prononcer sur les crises internationales.

Un internaute a écrit sur X : « *On fait ce qu'on peut pour être au courant des choses. Et ces personnes décident pour nous. On les vire quand ?* », tandis qu'un autre s'est indigné : « *C'est impossible d'être aussi inculte.* »

Un autre internaute, encore plus virulent, a écrit : « *Plus jamais je ne me moquerai des Américains. Et on ne peut même pas mettre ça sur le dos de la baisse du niveau de l'Éducation nationale : certains ont plus de 50 ans. Ils sont juste c*ns en fait.* »

J-C – Entre nous, on n'en a rien à foutre de l'héritage de Gaulle ou si, il faut lui porter un coup fatal en abrogeant la Constitution de la Ve République. A chacun ses références. Cela dit, assimiler le

régime de Macron à celui de Vichy ne manque pas de perspicacité, on ne contredira pas Lavrov sur ce point, la proximité de Macron et des membres de son gouvernement avec les nazis ukrainiens et sionistes n'est plus à démontrer, puisqu'ils ne s'en cachent pas.

- «Même attitude de complaisance que le régime de Vichy» : Lavrov fustige une France qui trahit l'héritage du général de Gaulle - RT 16 mars 2026

« Lors de ces échanges à huis clos, nous n'avons rien entendu qui n'ait déjà été dit publiquement par Paris », a balayé ce 16 mars le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse tenue après des discussions avec son homologue kenyan Musalia Mudavadi. Il répondait à une question sur le rejet d'une proposition portée par des diplomates quant à une participation européenne aux négociations sur l'Ukraine. Une proposition faite lors d'un déplacement à Moscou, début février, d'Emmanuel Bonne et de Bertrand Buchwalter. L'information avait été ébruitée début février par l'hebdomadaire L'Express, qui présentait une France qui « tente ainsi de rester dans le jeu ».

« La France trahit l'héritage du général de Gaulle et adopte, en réalité, la même attitude de complaisance que le régime de Vichy pendant la Seconde Guerre mondiale. C'est un problème extrêmement grave », a estimé Sergueï Lavrov, évoquant le soutien français à cette Ukraine qui peine, depuis des années, à cacher le néo-nazisme de ses nationalistes et éléments de ses forces armées.

Diplomatie française : une parole qui n'a plus de valeur ?

« Soit dit en passant, ce sont les Français eux-mêmes qui ont proposé et demandé cette rencontre, en souhaitant qu'elle reste confidentielle. Mais au final, comme vous le comprenez, ce sont eux-mêmes qui ont fait fuiter cette information », a taclé le chef de la diplomatie russe.